

INTERVIEW | FRÉDÉRIC DAERDEN (PS)

« Deux milliards pour s'inscrire dans la transition énergétique »



dossier

HARCÈLEMENT : écouter et agir pour mieux lutter

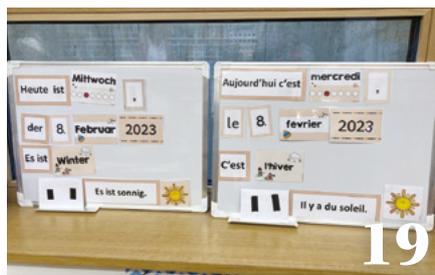
HÉNALLUX

Trois étudiants veulent se faire « C.U.T.E » pour se propulser sur la Lune



Lutte contre le harcèlement

10



La langue au cœur de l'école

19



Concours : 5 livres à gagner

24

ÉDITO

3

Genre et identité : comment débattre ?

L'ACTU

4

Quand l'enseignement catholique irlandais interroge les parents...

CAS D'ÉCOLE

5

« Citoyen sans Frontières » : un projet formateur et révélateur

INTERVIEW

6

Frédéric Daerden : « Deux milliards pour inscrire rapidement nos bâtiments scolaires dans une transition énergétique »

DOSSIER

10

Lutte contre le harcèlement : écouter et agir

HOMMAGE

14

Jacques Liesenborghs : une vie dédiée à l'enseignement

COULISSES

15

Roger Franssen : « Je trouve profondément injuste qu'il y ait de telles inégalités au sein de notre système éducatif »

MÉMOIRE D'ÉCOLE

16

Saint-Joseph à Carlsbourg : un cadre magnifique à préserver

PROFS 2.0

18

Trois étudiants de l'Hé-nallux veulent se faire « C.U.T.E » pour se propulser sur la Lune

À L'ÉTUDE

19

Au Grand-Duché du Luxembourg, la langue est au centre du système scolaire

CONFIDENCES

20

Amélia Jardon : « Encourager les étudiants à prendre des risques pour qu'ils nous dévoilent leur personnalité, dans la qualité et l'excellence »

CHRONIQUE

22

Regard écologique sur l'économie... 50 ans déjà

SERVICES

23

LIVRES

24

Gabriel Ringlet : « Je prends du plaisir à raconter des passages de l'Évangile de manière contemporaine »

- Au début vole une abeille
- Le métavers, c'est quoi ?
- Environnement toxique

OUTILS

26

Journal de classe du secondaire : une inspiration au quotidien

HUMOUR

28

Intercours, la BD de Jacques Louis

entrées libres

Avril 2023 / N°178 / 17^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et août)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.

www.entrees-libres.be

redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable

Arnaud Michel (02 256 70 34)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Journalistes

Arnaud Michel et Gérald Vanbellingen

Secrétariat et abonnements

Déborah Buekenhoudt : 02 256 70 55

Création graphique

PAF!

Mise en page et illustrations

Catherine Jouret

Membres du comité de rédaction

Deborah Buekenhoudt

Luc De Wael

Etienne Descamps

Alain Desmons

Edith Devel

Hélène Genevros

Fabrice Glogowski

Pierre Henry

Catherine Jouret

Oleg Lebedev

Marie-Noëlle Lovenfosse

Arnaud Michel

Vinciane Misselyn

François Tollet

Marie Trogu

Gérald Vanbellingen

Stéphane Vanoirbeck

Publicité

02 256 70 55

Impression

IPM Printing SA Ganshoren

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.

Retrouvez les nouvelles versions du projet éducatif de nos écoles, Mission de l'école chrétienne, pour l'enseignement obligatoire et non-obligatoire via <https://bit.ly/3Qsgnas>



Édito

Genre et identité : comment débattre ?



De plus en plus de jeunes, adolescents mais aussi enfants, disent ressentir le fait de ne pas être en adéquation avec leur sexe anatomique. La littérature retient à ce propos le concept de dysphorie de genre. Des interpellations insistantes et convergentes à ce sujet nous sont aussi parvenues par de multiples canaux, non seulement dans le débat public ou scientifique, mais aussi de la part d'acteurs de terrain : directeurs d'établissement, enseignants, agents PMS et membres de Pouvoirs organisateurs. Le débat qui y est associé prend même parfois une tournure politique voire idéologique. Mais comment en parler de manière juste ? L'école doit-elle être saisie de ces questions et, le cas échéant, comment ? C'est pour entamer une réflexion collective sur ce sujet que le SeGEC a organisé une journée d'études le 20 mars dernier et Entrées libres y reviendra dans son numéro du mois de mai.

Faut-il accueillir l'interrogation des enfants et des adolescents sur ces questions et, surtout, comment les accueillir ? Comment faire droit à notre vocation qui est d'accueillir tous les enfants et adolescents, et de les conduire vers l'âge de la maturité dans le respect de leur développement corporel, psychologique et cognitif ? Comment tenir notre juste place d'éducateurs et d'adultes face à des enfants et des adolescents qui sont appelés à le devenir à leur tour ? Comment conjuguer d'une part l'accueil, la protection, et l'accompagnement et, d'autre part, l'apprentissage progressif de l'autonomie et de la liberté qui sont constitutives de nos sociétés démocratiques ?

Le SeGEC a organisé un ensemble d'auditions pour ouvrir ce vaste champ d'interrogations. L'intention est aussi, assurément, de se doter d'un certain nombre de repères pour les traiter de manière juste au cœur d'une époque où certaines des évidences les mieux établies sont parfois remises radicalement en question. L'histoire, la psychologie, l'anthropologie, la philosophie et la religion ont-elles quelque chose à nous apprendre sur ce sujet ? Accéder à son humanité et trouver sa place dans les sociétés humaines, n'est-ce pas aussi entrer dans une culture qui nous précède et que l'on contribuera peut-être à faire évoluer ? Notre époque nous pose des questions difficiles, nous ne devons pas les redouter mais les accueillir et les traiter avec discernement. Le débat est donc ouvert ! ■

Étienne MICHEL
Secrétaire général du SeGEC
Le 17 mars 2023

Quand l'enseignement catholique irlandais interroge les parents...

SONIA GILON ET ARNAUD MICHEL

À l'initiative de l'enseignement catholique irlandais, 500 parents d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire ou secondaire ont été questionnés par la société d'enquête Genesis. Même si certaines réalités sont différentes de celles en Irlande où plus de 90% des écoles primaires sont catholiques, il existe des points communs entre nos enseignements catholiques. Pour « Entrées libres », nous avons demandé à Bernard Hubien, secrétaire général de l'Union Francophone des Associations de Parents de l'Enseignement Catholique (UFAPEC) de commenter cette enquête.

À la question de la valeur la plus importante aux yeux des répondants irlandais, les plus citées sont dans l'ordre : le respect, le sens de la communauté, la bienveillance, l'honnêteté et l'éducation. Les attentes des parents irlandais envers l'école catholique sont liées au souhait d'avoir un ancrage, une base éthique et une conscience sociale.

« Nous avons réalisé, il y a quelques temps, un sondage. Chez nous, il apparaît que la première motivation chez 18% des répondants était l'aspect convictionnel », note Bernard Hubien, en précisant d'emblée que la société irlandaise et son système scolaire sont différents.

Selon Paul Meany, ancien directeur du Marian College de Dublin et trésorier du Comité européen pour l'enseignement catholique. « L'accent mis dans les écoles catholiques sur la recherche de sens, et leur position entre la famille, l'État et le marché, signifie que l'éducation dispensée dans ces écoles ne sera jamais simplement destinée à servir les fins de l'État ou les besoins du marché, mais continuera à être un examen éclairé de la place de l'individu au sein de sa communauté et de la société. »

Ce que les parents pensent que le catholicisme peut apporter à leurs enfants : des outils de résilience (prière ou pleine conscience) pour les aider en ces temps difficiles ; des opportunités de réflexion, de remise en question de l'égo et l'égoïsme liés à leurs comportements ; des rites et des traditions qui donnent une structure et un sens à la vie ; le sentiment d'appartenir à une communauté, le développement d'un réseau social paroissial ; une motiva-

tion pour donner de son temps, s'engager ; le sens de la justice avec une attention particulière aux inégalités, qu'il s'agisse de logement, de revenus ou de climat.

« Dans l'enquête de l'UFAPEC - ou en d'autres lieux d'ailleurs - les parents insistent sur les valeurs de rigueur dans le travail et de sens de l'effort inculqués dans l'enseignement catholique. Ils sont très attachés à l'apprentissage du respect également. L'horizon du dialogue convictionnel dans lequel l'enfant est amené à se poser des questions est central pour certains parents. À ce titre, la réécriture de « Mission de l'école chrétienne » est bien accueillie par les parents les plus engagés », ajoute Bernard Hubien.

Un élément propre à l'enseignement catholique en Belgique francophone est la culture de la proximité. « Les parents nous disent souvent qu'ils aiment ce contact direct avec les directions et les Pouvoirs organisateurs. La relation entre l'école et les parents est un aspect retenu comme important. »

Par ailleurs, bien que les parents irlandais se considèrent pleinement responsables d'aider leurs enfants à relever les défis de la vie moderne, ils accordent aux écoles un mandat très clair en matière de développement social et moral, pour les guider dans la complexité de l'enfance.

Paul Meany conclut : « Nos écoles existent pour nourrir l'esprit et l'âme, et pour soutenir chacun, de telle sorte que grâce aux valeurs chrétiennes, les jeunes puissent vivre une vie heureuse, épanouissante et pleine de sens. » ■





Un séjour marqué par le partage et l'échange ©DR

« Citoyen sans Frontières » : un projet formateur et révélateur

ARNAUD MICHEL

« Citoyen sans frontières », c'est un projet au long cours à la rencontre de l'Autre mais également de soi-même. Ce projet, 11 élèves de 5^e et 6^e secondaires et 3 professeurs de l'Institut de la Sainte Famille d'Helmet de Schaerbeek l'ont vécu. Avec en point d'orgue, un voyage de 15 jours dans une ferme pédagogique au Sénégal.

« Nous menons beaucoup d'actions sur la citoyenneté », explique Joëlle Van Causenbroeck, professeure de math en 5^e et 6^e. « Je trouve qu'il est intéressant de la travailler en élargissant les choses et en regardant plus loin que chez nous. »

Cette réflexion fut la base du projet en 2016. « Nous avons répondu à l'appel « Move with Africa » lancé par le journal La Libre. Nous sommes partis plusieurs fois au Bénin. Et d'année en année, nous poursuivons l'action grâce au soutien de Brussels International et de la commune de Schaerbeek, entre autres. »

Lors de cette année scolaire, Intissar, Soraya et Bilal ont eu la chance de faire partie du voyage au Sénégal. C'était en octobre dernier. « Ma sœur avait fait le voyage. Le témoignage d'une autre fille m'a vraiment décidée à me lancer moi aussi », raconte Soraya. Pour Bilal, « c'était l'occasion de découvrir une autre culture, un endroit inconnu et de voyager. »

Pour pouvoir entrer dans le projet, les élèves doivent démontrer leur motivation. « Nous avons passé un entretien de motivation », note Intissar. Bilal ajoute : « nous avons aussi participé à des week-ends de préparation pour apprendre à vivre ensemble, pour préparer les actions financières et parfaire nos connaissances sur le Sénégal. »

« C'est beau de voir qu'ils gardent la motivation. C'est intéressant et formateur pour ces jeunes », sourit Mme Van Causenbroeck. « Pour eux, c'est un sacré défi. Se dire en octobre 2021 qu'ils se lancent dans une aventure de voyage en octobre 2022 et dans une exposition en février 2023 », renchérit Thibaut Massart, prof de français dans le premier degré.

Car en effet, le voyage n'est pas l'unique but. « L'objectif n'est pas de rester sur l'expérience au Sénégal mais d'élargir dans l'école et aussi plus largement », explique Thibaut Massart. Lors de l'avant-dernier projet, un film avait été réalisé. Cette fois, c'est un site web pédagogique qui a vu le jour (sitioilien.be). Ce site est un partage de conseils à d'autres professeurs ou animateurs qui souhaite-

raient se lancer dans un projet de rencontre interculturelle. « On y propose notamment 3 jeux qui expliquent de façon ludique ce qu'il faut savoir sur de tels voyages, sur la récolte de fonds, sur les démarches administratives, ... L'objectif est de s'ouvrir au monde et d'être un passeur de sens », détaille Joëlle Van Causenbroeck.

Une exposition a également été mise sur pied en février dernier à destination des autres élèves, des enseignants, des parents afin de partager leur vécu du début jusqu'à l'aboutissement du chantier sur place, au Sénégal. Et des choses à raconter, les 3 élèves en ont. « Cela a changé notre vision du monde, nos actions, nos modes de consommation », raconte Intissar. « C'est avec de telles expériences qu'on se rend compte de la chance qu'on a », complète Soraya. Pour Bilal aussi l'expérience restera gravée. « On y pense souvent. Il y avait toujours des tâches à faire ensemble avec les jeunes Sénégalais avec qui nous avons vécu 15 jours. On a appris le travail de la terre, on cuisinait ensemble, on faisait notre pain, ... »

Après une telle expérience, Soraya, Intissar, Bilal et leurs compagnons de voyage seront désormais des passeurs de sens autour d'eux. ■

« Deux milliards pour inscrire rapidement nos bâtiments scolaires dans une transition énergétique »

GÉRALD VANBELLINGEN

Pour *Entrées libres*, **Frédéric Daerden** revient sur quelques dossiers importants de l'enseignement dont les plans exceptionnels de rénovation des bâtiments scolaires ou l'évaluation des enseignants. Le ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles évoque également son propre parcours scolaire, ChatGPT ou encore sa volonté d'offrir des repas gratuits dans les écoles pour lutter contre les inégalités sociales.

Frédéric Daerden, en tout, plus de deux milliards d'euros seront investis dans les bâtiments scolaires au cours des prochaines années. Comment expliquer ce besoin d'une telle somme ?

« Quand je suis devenu ministre à la Fédération Wallonie-Bruxelles, j'ai pu voir sur le terrain à quel point les besoins étaient énormes. Avec de vraies passoires énergétiques, quels que soient les réseaux. Une situation héritée de 20 années de sous-investissement en la matière contre laquelle j'ai voulu réagir en lançant ce plan d'investissement exceptionnel avec ce fameux milliard d'euros à disposition. Qui avec l'effet de levier (35% à charge des PO des demandeurs) pourra atteindre la barre du milliard et demi. Ensuite, il y a eu les 269 millions d'euros venus du plan de relance européen, soit près de 410 millions avec l'effet de levier. Deux milliards au total qui nous permettront d'inscrire rapidement nos bâtiments scolaires dans la transition climatique et énergétique que nous devons tous pouvoir assumer. Sans oublier que ces investissements – plus que nécessaires – permettront à nos élèves et enseignants d'apprendre dans de bien meilleures conditions. »

Les fonds européens sont assortis de conditions : que les travaux soient finis d'ici fin 2026. Ne craignez-vous pas des projets hors-délais ?

« En tout, nous avons retenu 149 dossiers parmi les plus qualitatifs (sur près de 600 candidatures, NDLR). Mais aussi des dossiers déjà suffisamment prêts pour qu'ils puissent être réalisés dans le timing imparti, dans le but de limiter ces risques. Mais pour autant, il est presque sûr que certains projets n'aboutiront

pas. Ma crainte serait qu'il y en ait de trop. Ce qui ne nous permettrait pas de pouvoir utiliser l'ensemble des fonds européens. Une crainte toutefois assez faible. Car si on a retenu 149 dossiers et que certains sont annulés suffisamment tôt, ils pourront être facilement remplacés. Mais il faut évidemment rester très attentif. »



Ces fonds européens ont déjà été rabetés de 50 millions environ. Une somme facile à trouver au vu de la situation financière de la FWB ?

« Notre décret prévoit la somme de 269 millions à la base. L'enveloppe a été rabetée, mais des moyens complémentaires pourraient être mis à disposition par la Fédération. Des moyens qui sont déjà identifiés – donc il n'y a rien à craindre de ce côté-là – même si ça ne veut pas dire qu'on en aura besoin pour autant. »

La Belgique respecte-t-elle finalement les deux derniers critères imposés par la Commission européenne pour pouvoir disposer de ces fonds ? (Traçabilité et soutenabilité budgétaire de la réforme des pensions).

« Il est clair que ça reste deux points d'interrogation qu'il faut clarifier. Mais deux points d'interrogation qui concernent la relation entre l'État belge et l'Europe. Et je reste évidemment confiant par rapport à notre capacité à finaliser tout cela, même si ce sont des thèmes essentiellement liés au fédéral. Et donc, entre guillemets, la balle n'est pas dans notre camp. Mais j'ose espérer que non seulement notre enveloppe globale ne sera pas impactée mais que l'enveloppe de la Fédération Wallonie-Bruxelles en particulier ne le sera pas non plus. Car perdre près de 5 milliards d'euros de financement européen pour tous nos projets, ce serait totalement inacceptable. »

Dans une hypothèse négative, est-ce un réel danger de voir des projets de rénovation tomber à l'eau ?

« Ce serait évidemment lourd à supporter pour les finances de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Mais il n'y aurait, à mon avis, pas de conséquences pour les projets en cours dans nos écoles. Il faut vraiment être clair. Car même si au pire du pire du pire, il ne devait pas y avoir d'accord entre l'Europe et la Belgique, les projets ne tomberaient pas pour autant. En réalité, ça deviendrait un vrai problème de finances publiques de manière générale, mais qui devrait surtout impacter le fédéral. »

Par rapport au plan d'investissement exceptionnel, comment ce milliard sera-t-il investi ?

« Même s'il semble y avoir un bon consensus qui dépasse la majorité, le projet de décret doit encore être finalisé et ensuite passer au Parlement (l'interview a été réalisée mi-mars, NDLR). Ce qui est prévu pour le mois d'avril. Dans la foulée du vote, on devrait alors lancer un premier appel à projets de l'ordre de 300 millions d'euros destiné à l'enseignement obligatoire. Avec un second appel à projets pour l'enseignement supérieur non-universitaire de 200 millions qui serait lancé plus ou moins en même temps. Ensuite, 200 millions seraient prévus pour des appels à projets lors du premier trimestre 2024. Enfin, le solde sera disponible lors du dernier trimestre 2024. »

Que se passera-t-il après la mise en œuvre de ces deux milliards ?

« Au-delà de ces deux plans d'investissement, je veux également réformer les fonds dits historiques, qu'on allouait de manière traditionnelle aux bâtiments scolaires et qui ont été complétés au fur et à mesure des années. Soit environ 150 millions d'euros par an, mais dont la mise en œuvre prenait beaucoup de temps. L'idée, c'est de fusionner les différents programmes pour qu'on n'en ait qu'un seul par réseau pour qu'ils puissent mieux s'adapter aux demandes récurrentes des écoles. Et qu'ils soient par exemple davantage axés sur des bâtiments qui ne rentrent pas dans d'autres plans de rénovation. Une réforme qui est en cours de révision actuellement. J'ai promis de la passer en première lecture au gouvernement pour le mois de juin prochain. Avec l'idée que ça puisse aboutir cette année encore lors de la législature actuelle. » ■



©DR

« Mon seul échec à des élections : celles de délégué à la HEC Liège »

Vice-président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Frédéric Daerden y a la charge de la Fonction publique, de l'Égalité des chances, de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement et bien évidemment du Budget. Un attrait pour les chiffres que l'homme fort de Herstal (actuel bourgmestre empêché) cultive depuis tout petit. Car après des maternelles et primaires à Loncin, le village de son enfance, c'est à l'Athénée de Liège qu'il effectue ses humanités. « J'avais opté pour une option math fortes et sciences et j'étais plutôt bon élève, sans tomber dans le cliché du premier de classe isolé dans sa bulle », se souvient Frédéric Daerden. « Mon prof de math de l'époque m'avait encouragé à poursuivre des études d'ingénieur civil, mais j'avais déjà la vocation de faire du révisor d'entreprise, sans doute un peu influencé par mon père. »

Il prend alors la direction de Liège et de l'HEC pour obtenir sa licence en juin 1991. « Je me souviens qu'avec un ami, on voulait se présenter aux élections de délégué. On s'était dit qu'on allait y casser la baraque et finalement, on a été battus. Le seul échec à des élections comme se plaît à rappeler Xavier (Gonzalez, mon attaché de presse et chef de cabinet adjoint, NDLR), mais qui n'a pas complètement coupé mon élan (rires) ».

Après les années HEC, Frédéric Daerden se lance dans la vie professionnelle en tant que stagiaire réviseur. Le titre officiel, il l'obtiendra en 1995. « Je suis fier d'avoir prêté serment à 25 ans et quelques mois car j'étais alors le plus jeune réviseur d'entreprise – un record que je pense toujours détenir – car il faut être âgé de minimum 25 ans pour prêter serment. »

Une profession de réviseur d'entreprise qu'il complètera par deux agréments (ou spécialisations) : un mutuelliste et un autre dans les assurances. En 2006, alors qu'il devient bourgmestre de Herstal, il quitte alors le révisorat actif pour « se consacrer pleinement à la politique ». « C'est en 1995 que j'ai davantage voulu m'impliquer politiquement », conclut Frédéric Daerden. « En 1999, je devenais parlementaire wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles par la suppléance. En 2000, je devenais échevin des Finances et de la Citoyenneté à Herstal, avant d'être élu bourgmestre aux élections suivantes. »

Réélu bourgmestre en 2012, il est également devenu député européen en 2009, puis député fédéral en 2014 (réélu en 2019). Avant d'entrer au sein du gouvernement Jeholet de la FWB en 2019. ■ G.VBG

« Un travail législatif à effectuer sur ChatGPT pour en déterminer les lignes directrices d'une bonne utilisation à l'école »

ChatGPT, ce robot conversationnel d'un nouveau genre fait l'actualité depuis des mois. À votre avis, comment le monde de l'enseignement doit-il l'aborder ?

« Pour mieux en parler, on l'a tout d'abord testé. Et on lui a posé un certain nombre de questions. Comme sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les écoles. Et sa réponse a été assez bluffante. Car il a positionné l'intelligence artificielle comme un outil qui viendrait compléter la mission des enseignants. Mais en insistant bien sur l'importance pour les élèves d'interagir avec des enseignants en personne pour bénéficier d'une éducation de qualité. Assez bluffant. »

Ce serait ça la place de l'intelligence artificielle au sens large : un complément aux enseignants ?

« Je le pense oui. Mais en gardant bien à l'esprit les limites de tels outils, pour les envisager de manière critique. Une approche

et un esprit critique qu'il faut d'ailleurs cultiver chez les élèves comme chez les enseignants, mais pas uniquement vis-à-vis de ChatGPT. Car il faut aussi apprendre à se méfier de ce que l'on peut retrouver sur les réseaux sociaux, voire dans certains pseudos-médias. Et dans ce cadre, je pense que l'utilisation de ChatGPT peut avoir un vrai rôle : celui de susciter et/ou développer la démarche critique et de réflexion à l'école. Mais pour être sûr que ce rôle soit préservé, il doit y avoir un cadre éthique avec des lignes directrices d'utilisation. Et pour y arriver, il me semble nécessaire d'effectuer un vrai travail législatif en la matière. »

Nier son existence n'est donc pas une option ?

« Nier son existence ou faire en sorte qu'il soit marginalisé à l'école, ce serait à mon avis une erreur. C'est juste qu'à un moment donné, les étudiants et/ou les enseignants bénéficient de nouveaux outils qui peuvent développer leurs capacités de réflexion. Mais que l'outil de base reste justement cette capacité à réfléchir, de manière critique. Une capacité qu'il faut continuellement cultiver. » ■ G.VBG



©DR

« Rendre le projet pilote des repas gratuits dans les écoles plus structurel dès 2025-2026 »

Frédéric Daerden, quelles seraient les caractéristiques d'une école idéale ?

« Je crois qu'une école idéale, c'est un lieu d'apprentissage où les élèves peuvent acquérir des connaissances qui leur serviront tout au long de leur vie. Avec notamment, grâce au tronc commun, une sorte d'égalité des acquis au moment de s'engager dans la vie d'adulte pour permettre à tout un chacun de choisir la voie qui lui correspond. Une école idéale, c'est aussi pour moi une école ouverte sur son quartier, sur son environnement, son milieu de vie, etc. Une école entre guillemets ouverte sur le monde. C'est-à-dire un lieu d'épanouissement et d'émancipation qui doit être le moins cloisonné possible. »

En résumé, un lieu d'apprentissage, ouvert sur le monde et qui promeut l'égalité ?

« C'est un bon résumé. Mais il est important qu'il y ait aussi une forme d'égalité des chances et d'égalité sociale. Avec par exemple un accès à des repas gratuits. On va d'ailleurs passer de l'expérience pilote à une expérience plus récurrente via un décret que l'on va essayer de porter. Qui le cas échéant permettrait d'augmenter le nombre d'écoles dans lesquelles ces repas seraient gratuits. Et on a une enveloppe budgétaire de 27 millions. Tout cela va être traduit dans un décret. C'est important car cela

contribue aussi au bien-être général qui permet d'être dans de bonnes conditions de vie et d'apprentissage. Et pour certains, malheureusement, c'est une nécessité. »

Pouvez-vous nous en dire plus sur ce futur décret ?

« À l'heure actuelle, l'expérience concernait déjà les maternelles et 1^{re}-2^e primaires des écoles les moins favorisées. Le décret viserait un ensemble plus large d'écoles primaires. On va déjà faire un appel à projets d'ici à la fin de l'année scolaire pour étendre aux 3^e-4^e-5^e-6^e primaires pour ceux qui sont déjà dans le circuit. Pour ensuite mettre ce dispositif sous forme de décret qui serait applicable pour la suite des opérations, c'est-à-dire la rentrée 2025-2026. » ■ G.VBG

« L'objectif de l'évaluation, ce n'est pas la sanction mais l'amélioration de la formation de nos élèves »

GÉRALD VANBELLINGEN

On a confronté Frédéric Daerden à l'un des volets très sensible du Pacte pour un Enseignement d'excellence : l'évaluation des enseignants. Au moment d'écrire ces lignes, l'ensemble des organisations syndicales remettait un avis défavorable par rapport au projet de décret de la ministre Désir. Pour ces derniers, il est notamment : « *inacceptable que le développement des compétences professionnelles soit lié au mécanisme d'évaluation pouvant mener au licenciement pur et simple.* » Une manifestation est d'ores et déjà prévue le 27 avril prochain devant le siège du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Frédéric Daerden, comprenez-vous les craintes et la colère des syndicats ?

« On essaie de mettre en place un nouveau système. Qu'ils aient des craintes, c'est à mon avis assez légitime ou du moins je peux le comprendre. Car les enseignants peuvent se demander : est-ce que ça va nous prendre du temps, est-ce que c'est utile, est-ce que cela va entraîner des licenciements ou est-ce une manière d'en justifier certains ? Mais comme la ministre Désir l'a déjà expliqué et l'expliquera encore : l'objectif de ces évaluations, ce n'est évidemment pas la sanction. Au contraire, c'est d'abord une démarche constructive. Avec la volonté de valider tout ce qui se passe bien, mais aussi de réfléchir en commun sur les éventuelles améliorations à apporter. Pour qu'au final, les enfants bénéficient de la meilleure formation possible. Et c'est ça le plus important. »

Ce volet sanction est toutefois bien présent dans le projet de décret...

« Bien sûr, mais de qui ou de quoi parle-t-on ? Car cette sanction éventuelle ne concerne que celui qui est évalué négativement et qui ne fait rien pour s'améliorer. Et donc à un moment donné, après un processus qui est en outre prévu pour être long, on pourrait en arriver à un licenciement. Mais encore une fois, il n'y pas la volonté de sanctionner au départ. »

Est-ce que l'utilisation du terme « évaluation » n'était-elle pas déjà un mauvais choix à la base ?

« Peut-être qu'on aurait dû choisir un autre terme au départ, peut-être que cela aurait un peu moins heurté. Mais



Un souvenir d'école de Frédéric Daerden (le 4^e élève debout en partant de la gauche) ©DR

ce terme d'évaluation n'est pas pour autant un gros mot. On peut y voir une connotation négative si l'on considère que cette évaluation pourrait être mal réalisée, subjective ou même orientée. Ce qui pourrait arriver, il ne faut pas l'exclure non plus. Mais ce genre d'éventualités est également prévu avec, je le rappelle, des recours possibles pour les enseignants face à une évaluation qui se serait mal passée. »

Dans une perspective plus large, que peut-on faire face à la grogne générale des enseignants ?

« Pas mal de choses ont déjà été mises en place et d'autres sont prévues dans le cadre du Pacte d'excellence. On a d'ailleurs immunisé budgétairement toute une série

d'investissements complémentaires liés au Pacte d'excellence. Maintenant, on vit évidemment dans un cadre budgétaire déterminé avec une enveloppe qu'on ne peut augmenter à l'infini. Il faut donc être raisonnable et efficace dans ce que l'on fait. Et je pense que la volonté de la ministre de l'Éducation s'inscrit dans cette double démarche. C'est-à-dire : faire en sorte que notre enseignement soit le plus performant possible et le plus épanouissant possible. Pour que sa finalité : la formation de nos jeunes soit la meilleure possible. Tout en tenant compte des contraintes budgétaires qui sont les siennes. » ■

Retrouvez « Trois questions à Frédéric Daerden » sur <https://l.ead.me/TroisquestionsF-Daerden>





©freepik

Lutte contre le harcèlement : écouter et agir

ARNAUD MICHEL

C'est une problématique qui touche malheureusement toutes les écoles : le harcèlement scolaire. Selon des chiffres parus dans Les cahiers de recherche du Girsef, environ un élève sur cinq serait concerné par cette forme de violence entre élèves. Un phénomène loin d'être négligeable donc.

Cependant, pour Bruno Humbeek, psychopédagogue et spécialiste des questions de violences scolaires, mettre des chiffres derrière cette problématique n'est pas pertinent. « Dans une situation de harcèlement, il n'y a pas que le harcelé et le harceleur. Il y a tous les « spectateurs » autour. Souvent cela implique la classe complète. » Il est donc très difficile de chiffrer une proportion de jeunes concernés.

Pour le spécialiste, les termes utilisés sont importants. Il préfère parler de « gestion du climat de classe ». « C'est ça qui est important. Gérer et travailler sur le climat au sein d'un groupe avant que la situation ne dégénère. »

Il insiste par ailleurs sur la nécessaire prise en compte du cyber-harcèlement. « On ne peut plus le séparer du harcè-

lement « classique ». Le sentiment d'anéantissement vécu augmente encore plus le sentiment d'impuissance. Car la continuité du cyber-harcèlement au-delà de l'école n'est pas le seul danger. Il est également plus virulent. Il n'y a pas toujours de signes avant-coureurs.

Il est très rapide et on peut arriver très vite, sans rien voir venir, à des situations extrêmes comme des suicides. Le harcèlement met, quant à lui, plus de temps à s'installer. »

David Plisnier est le fondateur et le coordinateur du Centre de Référence et d'Intervention Harcèlement (CRIH), une association unique en Wallonie de soutien, d'accompagnement et de formation active dans les régions de La Louvière, Soignies et Charleroi. « Nous avons trois grands axes de travail. Le premier est l'intervention. L'objectif est

de casser la dynamique de harcèlement. C'est la première demande des enfants harcelés. »

Il nous explique également les mécanismes qui se cachent derrière le harcèlement. « L'auteur recherche souvent la reconnaissance et la valorisation. » Pour lui, comme pour Bruno Humbeek, la dynamique de groupe est un élément sur lequel il est crucial d'agir. Dans ce genre de situations, il n'y a pas uniquement d'un côté le harcelé et de l'autre, le harceleur. « Si le groupe rigole face à des faits, le harceleur continuera. S'il est désapprouvé, il y a de grandes chances qu'il arrête. Les témoins de harcèlement ont un grand rôle à jouer car c'est le groupe le plus nombreux. Ce sont eux qui ont le pouvoir de modifier la dynamique. »

Dans les cas plus lourds, comme de la porno-divulgaration, des tentatives de suicide,... lors desquelles des procédures d'urgence sont à mettre en place, le



Harcèlement

CRIH travaille en partenariat avec la police et des psychologues, notamment. Le centre de référence adopte une approche psycho-socio-juridique. « C'est le deuxième axe de notre travail », explique David Plisnier. « Nous pouvons proposer un suivi psy à l'enfant-cible mais également à la fratrie qui est également touchée. Nous avons un rôle de courroie de transmission entre les parents, l'école, le PMS. Il peut arriver que les relations se tendent entre ces parties, à raison ou non, sous le coup de la colère, de la peur, de l'impuissance. Nous essayons donc de remettre de la communication grâce à notre position plus neutre. Enfin, nous conseillons juridiquement les parents sur que faire dans ces situations, comme porter plainte, par exemple. »



« dans les écoles. Lors des conférences que je donne en dehors des heures de travail, je demande s'il y a des enseignants et des directeurs dans la salle. Je peux vous dire qu'ils sont énormément à prendre sur leur temps personnel pour s'informer sur le sujet. Je voudrais que les parents se rendent compte qu'ils ne sont pas indifférents, au contraire. »

Pour les deux spécialistes, une chose est sûre. « Si on veut éviter qu'un élève s'enferme dans un sentiment d'impuissance, l'école et les parents doivent être mieux outillés pour montrer qu'ils agissent », insiste Bruno Humbeeck. « Donner à l'enfant ou à l'ado des conseils du type « répons du tac-au-tac, ne te laisse pas atteindre, ou encore enlève-toi des réseaux sociaux » ne va faire que le culpabiliser davantage car cela va lui donner l'impression qu'il a cherché la situation ou qu'il n'est pas capable de la gérer. Or ce sont les institutions qui doivent agir. Les enfants doivent avoir confiance en elles et dans le mécanisme de la démocratie. L'école est un lieu qui doit faire société et où l'on construit le vivre-ensemble. » Et David Plisnier de conclure : « Un enfant victime de harcèlement a besoin de deux choses : qu'on l'écoute et que les adultes agissent. L'un ne va pas sans l'autre. » ■

Dernier volet d'action, et non des moindres : la formation et l'accompagnement des écoles et des centres PMS. « Nous accompagnons les écoles dans la création de cellules bien-être, par exemple. Nous formons les personnes en charge de ces problématiques. » Mais pour David Plisnier, il faut aller plus loin. « La formation seule, c'est trop peu. Passer de la théorie à la pratique est difficile. » Pour cette raison, le CRIH propose de la supervision et de la pratique encadrée. « Après le volet formation, on co-intervient lors de cas concrets, pendant une période déterminée. L'objectif est de montrer comment mettre en pratique ce qui a été appris. »

Le CRIH espère pouvoir se déployer au-delà de sa zone d'action actuelle. « Les moyens sont insuffisants. Nous avons dû réduire notre zone car les demandes étaient trop nombreuses par rapport à nos ressources. Nous essayons de rencontrer les différents cabinets ministériels compétents en Fédération Wallonie-Bruxelles, en Région wallonne et aussi en Région Bruxelloise pour élargir les possibilités. » Le subside octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles est passé de 135.000 à 50.000€. Insuffisant pour mener à bien les missions du CRIH qui cherche donc d'autres sources de financement.

Des missions de formation, Bruno Humbeeck en réalise également beaucoup. « Il y a une prise de conscience évidente de la part des pouvoirs publics mais il y a un manque de moyens tout aussi évident. Si je me fie à mon expérience et au nombre important d'écoles qui ont envie de bouger, je peux dire que le phénomène est réellement pris en compte



©freepik

La méthode RAIN pour diagnostiquer

Le terme harcèlement est parfois utilisé à mauvais escient. « Parfois, on met le mot harcèlement sur des situations qui n'en sont pas, même si elles n'en sont pas moins graves. À l'inverse, on n'ose parfois pas employer le terme alors que cela s'avère nécessaire », explique David Plisnier, coordinateur du CRIH.

Pour réaliser le bon diagnostic, il existe, parmi d'autres, la méthode RAIN que nous détaille David Plisnier. « R comme répétition. A comme asymétrie. Un cas de harcèlement présente une relation dominant-dominé, c'est différent d'un conflit. I comme intentionnalité. Il doit y avoir une intention de faire mal, d'être méchant. Et N comme nuisance. Dès qu'un enfant dit " ce que les autres font, ça ne me va pas ", on est dans la nuisance. Même si elle ne semble pas grave au départ, cela peut et va souvent empirer. » ■ **AM**

Feel : une app d'entraide pour prévenir le harcèlement

ARNAUD MICHEL

Depuis quelques mois, l'application « Feel » est proposée aux écoles. Cet outil est un réseau social d'entraide et de bienveillance. L'objectif étant d'obtenir des remerciements plutôt que des « j'aime ».

Guillaume Vilain est l'instigateur de cette application. « J'ai été instituteur durant 18 ans. J'ai arrêté il y a environ 2 ans. Je me suis lancé dans ce projet en réfléchissant et en le construisant avec les acteurs. Nous nous sommes demandé quels étaient les besoins des jeunes. »

Cette jeune application est en constante évolution. « Nous améliorons le concept avec l'apport des jeunes. L'objectif est de prendre le problème à la source avant qu'il ne dégénère », explique encore M. Vilain.

Concrètement, l'application permet aux jeunes de 11 à 25 ans de témoigner, anonymement ou pas, de situations vécues, de déposer sur la façon dont ils se sentent ou sur des événements qu'ils

ont vécus. À partir d'une publication, les autres jeunes peuvent alors les aider, les conseiller ou encore témoigner d'une situation similaire.

Que se passe-t-il lorsqu'un élève fait part d'une situation grave ? « On passe alors du virtuel au réel. On relie vers l'humain qui prend le relais. S'il le demande,

nous retournons vers l'école. Nous avons également une équipe composée d'un psychologue externe et de psychologues retraités qui donnent de leur temps. » En cas d'urgence, il sera toujours nécessaire d'appeler les secours via le numéro 112. « Feel » n'a pas vocation à traiter les urgences.

Et quid des éventuels débordements ? « Nous avons intégré une intelligence artificielle qui modère de manière très stricte et peut exclure un utilisateur si besoin », explique Guillaume Vilain.

Une application encore jeune qui, si elle a le mérite de prendre le phénomène du harcèlement à bras-le-corps, devra encore faire l'objet d'une évaluation lorsque le recul nécessaire sur son utilisation le permettra. ■ **AM**



Sur le terrain, bon nombre d'actions sont entreprises

Au Collège Don Bosco de Woluwe-Saint-Lambert, plusieurs initiatives sont mises sur pied pour lutter contre le harcèlement. « Une team bien vivre ensemble a été créée, composée essentiellement d'enseignants. Elle offre un espace de parole régulé et permet des interventions en classe. Elle adapte ses animations en fonction de l'âge des jeunes car les problématiques sont différentes », débute Laurent Pléтинckx, le directeur. « Il y a un aspect prévention et un autre d'intervention. Des conférences ont été organisées pour les enfants et les parents avec l'intervention de Bruno Humbeek avec un prolongement pour les enseignants lors de journées pédagogiques. »

Le Collège expérimente également depuis cette année l'application « Feel » (voir plus haut). « Nous sommes assez séduits par l'outil. Il utilise le langage des jeunes, il leur permet de déposer, d'échanger autour des émotions. Et l'app garantit l'anonymat. » Si depuis son implémentation les cas de harcèlement sont très limités, il n'y a pas encore le recul nécessaire pour affirmer avec certitude de l'apport essentiel de l'application. « Un bilan est prévu avec la société. »

Au-delà de ces initiatives, Laurent Pléтинckx rappelle que le rôle de l'école est essentiellement préventif. « Nous sommes peu outillés pour lutter contre les dangers des réseaux sociaux. C'est pour cela que la communication avec les parents est primordiale pour les emmener avec nous dans le projet. »

Autre établissement scolaire, autre application mais même objectif. Aux Ursulines à Mons, on utilise l'application « Cyber Help » depuis quelques années. « C'est une initiative de la Ville de Mons », débute Laurence Descamps, direc-

trice de l'Institut de la Sainte-Famille. « Nous avons suivi une série de formations avec Bruno Humbeek et une présentation de l'app. »

Concrètement, si un élève voit des photos et/ou commentaires moqueurs, négatifs ou insultants, il peut cliquer sur une icône qui fera une capture d'écran, transmise à l'équipe éducative qui pourra intervenir.

À Mons, le système repose sur une équipe d'élèves ambassadeurs. « En 4^e secondaire, les élèves sont formés. En 5^e, ils se perfectionnent et en rhéto, ils forment eux-mêmes les 4^e et animent des tables de discussion, par exemple. On s'est dit qu'un jeune harcelé irait plus facilement vers un autre élève. Des campagnes de prévention sont également menées dès la 1^{re}. Plus globalement, des activités adaptées à chaque niveau sont mises en place. » ■ **AM**

Pour les Centres PMS, des collaborations multiples indispensables

La place des CPMS face aux questions que pose la thématique du harcèlement était au centre du débat d'une table de discussion dans le cadre de l'Assemblée des représentants du personnel des Centres psycho-médico-sociaux (CPMS) libres en mars dernier. Il en ressort, comme pour bon nombre d'autres sujets, qu'une bonne articulation entre les écoles et les CPMS est primordiale pour appréhender de manière la plus efficace possible cette problématique.

Les CPMS doivent-ils ou peuvent-ils s'emparer de cette question ? Gengoux Gomez, directeur adjoint pour les Centres PMS au SeGEC et président du Conseil supérieur des Centres PMS nous apporte un début de réponse. « Au niveau de la prévention et de la gestion de la violence et du harcèlement, l'école est l'acteur principal visé par les différentes campagnes de la ministre

Désir. Et il est logique que cela soit comme ça. Ces thématiques sont reprises dans de nombreux plans de pilotage des écoles et le décret intersectoriel de 2013 plaçait déjà le chef d'établissement à la manœuvre. »

Cependant, les Centres PMS sont eux aussi concernés par ces sujets, notamment au regard de la première mission que leur confie leur décret de 2006 : « promouvoir les conditions psychologiques, psycho-pédagogiques, médicales et sociales qui offrent à l'élève les meilleures chances de développer harmonieusement sa personnalité et de le préparer à assumer son rôle de citoyen autonome et responsable et à prendre une place active dans la vie sociale, culturelle et économique. »

« Du fait de leur présence sur le terrain de l'école, les agents PMS reçoivent aussi des demandes individuelles liées à des situations de harcèlement. Enseignants, éducateurs et agents PMS doivent pouvoir tous réagir et assurer entre eux une bonne communication », poursuit M. Gomez. « Les équipes PMS peuvent venir soutenir les équipes éducatives au niveau de la prévention, accompagner des élèves, mais aussi être en relation avec les parents. Car ceux-ci peuvent être apeurés, en colère ou démunis dans ce genre de situation et il faut pouvoir travailler avec eux aussi. »

Pour conclure, Gengoux Gomez insiste sur un point. « Nous sommes des généralistes. Bien sûr, il nous arrive d'accompagner un élève pendant un temps plus ou moins long – et d'autant plus depuis que la deuxième ligne est ultra-saturée. Mais pour le harcèlement, comme pour pas mal d'autres thématiques, quand on se trouve face à une situation d'extrême urgence ou de crise aiguë, il est nécessaire de pouvoir faire appel à des spécialistes externes. » ■ **AM**



©freepik

Jacques Liesenborghs :

une vie dédiée à l'enseignement

ARNAUD MICHEL

Le 18 février dernier, disparaissait Jacques Liesenborghs. Figure marquante de l'enseignement, il fut enseignant au Collège Cardinal Mercier de Braine-l'Alleud avant d'en prendre la direction. Il s'est mobilisé pour l'éducation en milieu populaire et pour la lutte contre les inégalités sociales. Évocation avec le chanoine Armand Beauquin, ancien co-directeur du Secrétariat national de l'enseignement catholique (SNEC) de 1990 à 1993 et ancien directeur général du SeGEC depuis sa création en 1993 jusqu'en 2004.

Comme il le disait dans une de ses dernières interviews, accordée au magazine L'Appel, Jacques Liesenborghs est né dans une famille catholique traditionnelle et a été élève au collège Saint-Michel de Bruxelles jusqu'à la fin de années 1950.

Il a ensuite embrassé une carrière de professeur, dès 1965, au collège Cardinal Mercier à Braine-l'Alleud. Il en sera directeur de 1970 à 1977. « L'établissement était bien coté », commence Armand Beauquin. « Il y avait une forme d'élitisme. Une situation que Jacques Liesenborghs a voulu changer. Ce qui a créé des tensions avec le Pouvoir organisateur. » Il sera ensuite professeur dans une école professionnelle en milieu populaire, dans les Marolles à Bruxelles.

« C'est quand il est devenu sénateur pour le parti Ecolo, en 1991, que nous avons véritablement fait connaissance », explique le chanoine Beauquin. « Il restait très préoccupé par l'enseignement. Je me souviens qu'à l'époque les rapports du SeGEC avec Ecolo n'étaient pas faciles mais cela ne nous empêchait pas d'élever le débat. C'est comme cela que nous avons partagé nos préoccupations de plus de mixité sociale dans l'enseignement. »

Ce combat se fondait sur le constat qu'il y avait trop d'écart entre les élèves. « Jacques avait toujours à l'esprit l'équilibre entre l'efficacité et l'équité de l'enseignement. Nous avons entretenu des rapports que je qualifierais d'amicaux même si peu suivis à une époque », poursuit-il.

Ce n'est que plus tard, une fois sorti de charge du SeGEC, que leurs chemins

se recroiseront de manière plus régulière. « Nous avons des échanges dans le cadre du Conseil général de l'enseignement catholique (COGEC), l'institution qui avait produit le premier projet éducatif chrétien et ensuite la première version de Mission de l'école chrétienne en 1995. Nous nous sommes revus avec Jacques qui était resté engagé dans le renouvellement de l'enseignement.

Toujours avec lucidité et une certaine audace. Il voulait repenser une pédagogie active plutôt que magistrale et verticale »



Les deux hommes ont également partagé les années 90, des années difficiles pour l'enseignement. « Il y a eu la grève de 8 semaines en 1990 qui marquait une crise financière pour la Communauté française et qui a été suivie d'une crise sociale. Vint ensuite l'année scolaire 1995/1996, théâtre de grèves prolongées où il était question de remettre en équilibre les finances de la Communauté française. »

Celui qui fut le fondateur de la CGÉ (Confédération générale des enseignants, devenue ChanGements pour l'égalité) conservera l'enseignement au cœur de ses préoccupations jusqu'au bout. « Il était toujours actif. Il publiait des cartes blanches dans les journaux, dont La Libre. Il me les envoyait, j'y réagissais. Nous étions à peu près sur la même longueur d'ondes. »

Et le chanoine Beauquin de conclure : « Je garde de Jacques le souvenir d'un homme avec qui on pouvait avoir une conversation franche. Nous n'étions pas toujours d'accord mais j'appréciais nos échanges. Il était possible de penser quelque chose en commun avec lui. » ■

« Je trouve profondément injuste qu'il y ait de telles inégalités au sein de notre système éducatif »

GÉRALD VANBELLINGEN

Voilà 15 ans que les jeunes pensionnaires de l'internat Saint-Martin à Ans peuvent compter sur les bons services de **Roger Franssen**. Âgé de 80 ans, cet ancien prof de latin-grec et religion qui est également prêtre - « *mais doublement à la retraite* » - consacre encore son temps et son énergie à une quarantaine de jeunes issus de milieux sociaux plus précaires. Sa volonté ? Tenter de gommer les inégalités dont les jeunes sont victimes pour leur donner les meilleures chances possibles.



Roger Franssen ©DR

À quand remonte votre engagement auprès de l'internat Saint-Martin ?

« Une question difficile pour commencer. Cela doit bien faire 15 ans ou au moins une grosse dizaine d'années que j'ai été « engagé » ici par l'ancien président. À l'époque, le PO de l'internat n'était pas encore intégré dans le PO actuel (le centre scolaire libre des Coteaux d'Ans) qui regroupe à la fois l'internat mais aussi l'école Sainte-Thérèse et le collège Saint-François d'Assise. La particularité de l'internat, c'est qu'il était – avant la fusion des PO – dédié presque exclusivement à des enfants âgés entre 4 et 12-13 ans. Désormais, nous avons également quelques élèves du secondaire. Mais la mission sociale incomparable est restée la même : accueillir dans les meilleures conditions possibles des jeunes venant de milieux sociaux plus précaires. »

Pouvez-vous nous décrire vos missions au sein de l'internat ?

« Les mercredis, je véhicule souvent les jeunes quand ils se rendent à diverses activités comme par exemple quand ils se rendent à la piscine, au sport ou même lors d'excursions scolaires. Je participe également aux devoirs et les aide à réaliser des travaux,

même si c'est un peu moins le cas que par le passé. Dans la pratique, on se partage les devoirs avec les membres de l'équipe éducative en fonction de nos connaissances. De mon côté, j'étais prof de latin-grec et religion au collège Saint-Quirin de Huy. Ensuite, en été, je participe aux trois journées consacrées à la réalisation de travaux à l'internat ou à l'école. Je suis également encore chargé de solliciter des aides financières auprès de donateurs. Car si la plupart des jeunes qui sont inscrits à l'internat sont suivis par le SAJ (Service d'aide à la jeunesse) ou le SPJ (Service de protection de la jeunesse), les pensions que ces structures nous fournissent ne sont souvent pas suffisantes. Je n'oublie pas non plus de participer à toutes les festivités. »

Quelles sont vos motivations au quotidien ?

« Mes motivations, elles sont simples : quand je vois la différence de moyens matériels, d'équipements ou même au niveau de l'entourage dont disposent les enfants ici à l'internat par rapport à des enfants issues de familles que je qualifierais de moyennes, je trouve cela profondément injuste et inadmissible. Inadmissible qu'il y ait de telles carences et de telles inégalités au sein de notre système éducatif. Que des gens n'hésitent pas à venir en aide à des écoliers au Bangladesh ou autre très défavorisés, c'est très bien, jamais je ne dirais le contraire. Mais parfois, il faut aussi se rendre compte qu'ici en Belgique, nous avons également des élèves et des familles pour lesquels la vie est très compliquée. Rien qu'ici à l'internat, on doit refuser chaque année de nombreuses demandes d'inscription. Cette année par exemple, on a reçu environ 80 demandes. Mais nous n'avons qu'une quarantaine de places à disposition... Et nos moyens sont très limités, en tant qu'internat, mais aussi par rapport à d'autres internats. Heureusement, les jeunes que nous accueillons bénéficient tous d'une équipe éducative formidable. » ■

Devenez bénévole auprès de nos écoles !

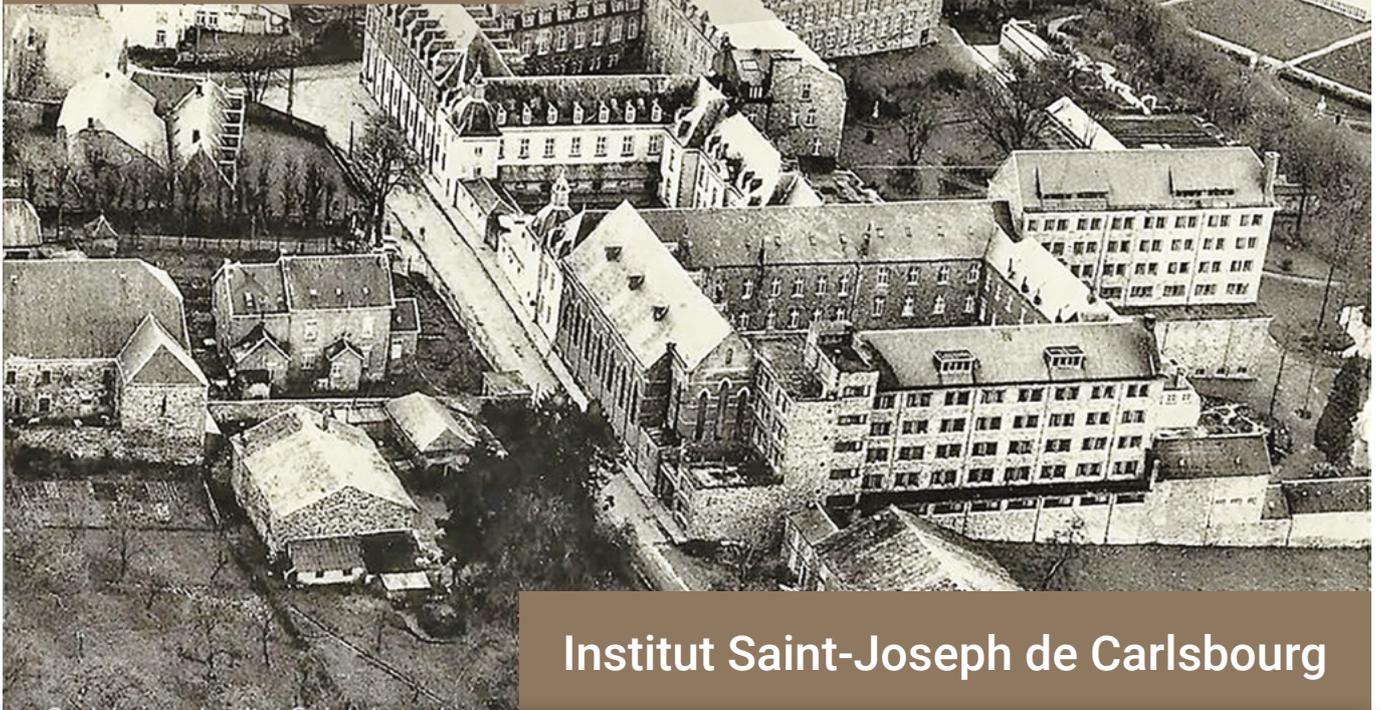
S'engager comme bénévole dans une école de l'enseignement catholique, c'est s'investir pour un enseignement de qualité, au sein d'une société solidaire, respectueuse et ouverte. C'est aussi transmettre des valeurs auxquelles on croit. Prêts à vous engager ? Une heure ? Une heure... par jour ? Par semaine ? Par mois ? Les écoles n'attendent que vous... Envoyez-nous un mail sur l'adresse po@se-gec.be en précisant l'école que vous souhaitez aider. Ou connectez-vous sur la plateforme www.giveaday.be qui répertorie les besoins concrets de certains établissements. ■



Se connecter



Les besoins de nos écoles



Institut Saint-Joseph de Carlsbourg

Saint-Joseph à Carlsbourg : un cadre magnifique à préserver

ARNAUD MICHEL

Comme chaque mois, votre magazine « *Entrées libres* » vous propose de monter dans la machine à remonter le temps et de partir à la découverte de l'histoire d'une école. En ce mois d'avril, rendez-vous à l'Institut Saint-Joseph (ISJ) de Carlsbourg.

Dès l'entrée, la majestuosité des lieux est frappante et imposante. L'accès se fait par la cour d'honneur d'un château style Louis XV datant de 1729 et appartenant à la famille Latour d'Auvergne, ducs de Bouillon au 18^e siècle.

Il faut remonter à 1844 pour retrouver la trace des premiers élèves. C'est le 14 mai de cette année que Jean-Nicolas Grandjean et son épouse, Henriette Verlainne, tante du célèbre poète, ont cédé leur manoir à Monseigneur Dehesselle, évêque de Namur, afin d'y créer une École normale. Les Frères des écoles chrétiennes se verront confier cette école.

Le 2 novembre 1844 à l'ouverture des cours, 35 élèves logeaient sous les combles. Une vingtaine d'années plus tard, les voilà déjà 400. Les Frères logeaient dans le manoir et des salles de classe y étaient tant bien que mal aménagées. Très vite à l'étroit, l'école se développe. « *Les Frères étaient auto-*

nomes. Il y avait tout sur place : boucherie, boulangerie, brasserie, château », nous explique Renaud Keymeulen, fraîchement directeur de l'ISJ depuis septembre 2022.

Un véritable village dans le village. Mieux vaut être accompagné pour éviter de vous égarer dans l'immensité de l'établissement et des hectares qui le bordent. Un environnement parfait pour le développement, dès 1886, d'une école agricole dont les 100 ans seront célébrés, en leur temps, en présence du Roi Baudouin et de la Reine Fabiola, suivie de près par une école horticole dès 1887. Et dès 1895, la laiterie paroissiale... L'histoire du beurre de Carlsbourg, internationalement reconnu, commence.

Le beurre de Carlsbourg

En 1895, le frère directeur du collège, Mathias-Marie, décide de faire du beurre avec les élèves de l'école agricole. Il équipe donc l'école d'une écrémeuse mécanique, la turbine, et la met aussi à la disposition des gens de la région. Les responsables du collège créent alors une laiterie coopérative paroissiale en plein village. À ses débuts, 300 agriculteurs des environs apportent leur lait pour l'écrémer.

En 1937-1938, le nombre de frères est de 58 pour 650 élèves pour atteindre 989 élèves lors de la rentrée 1977-1978. Au total, ce sont plus de 500 frères qui ont œuvré à l'institut. Certains de passage, d'autres en dédiant leur vie à l'établissement. C'est en 1970 que la mixité fut introduite, que ce soit pour les élèves ou pour les professeurs. Les Frères ont alors progressivement engagé des professeurs laïcs.

Malheureusement, la baisse de la démographie et de l'intérêt pour l'internat a inexorablement mené à une baisse de fréquentation de l'école et de l'internat. Aujourd'hui,

il y a 395 élèves et 43 internes. De nombreuses parties du bâtiment ne sont plus utilisées. Pas de quoi décourager Renaud Keymeulen qui est devenu directeur un peu par hasard. « *Je voulais développer un village de la pédagogie dans le château.* » Indépendamment de l'école donc. « *La place de directeur est alors devenue vacante. C'est comme cela que je suis devenu directeur. J'aime les projets et les défis et je suis tombé amoureux de l'endroit. C'est un cadre incroyable ! Je suis Bruxellois et je voulais changer de vie.* »

Des travaux de rénovation sont menés successivement à différents endroits de l'établissement depuis le début de l'année scolaire. Le nouveau directeur vise l'accueil de séjours résidentiels : camps de mouvements de jeunesse, formations d'animateurs de mouvements de jeunesse, ...

Une aile inoccupée fait l'objet de travaux dans le but d'être affectée à une aile « *Bien-être* ». « *On y retrouvera des logopèdes, des conseillers en orientation, des coordinateurs de cycles, des espaces de gestion du harcèlement, ...* », précise M. Keymeulen qui au quotidien retrouve ses manches. Il se définit d'ailleurs comme directeur, plafonneur, peintre et habitait il y a encore quelques semaines dans l'école.

Au niveau pédagogique, la majorité des formations qui y sont données actuellement sont toujours liées à la nature et l'environnement. Agronomie, agent nature et forêt, horticulture, soins animaliers sont quelques-unes des options offertes par l'école. « *Nous projetons d'ouvrir une option « technicien en environnement » et une option triathlon. Nous avons les installations pour le faire : piscine, chambres, ...* », ajoute M. Keymeulen.

Objectif Parc national

Une spécificité qui donne des idées au directeur. « *Nous avons une grande surface de terrain. La section horticole réalise les travaux d'aménagement du parc. Nous avons un étang dans lequel nous allons réintroduire des cygnes et des canards. Les élèves ont aussi construit eux-mêmes les caillebotis sur l'étang. Nous avons aménagé un coin sécurisé pour permettre à l'école primaire voisine de faire l'école du dehors. Fin 2022, la Vallée de la Semois a été désignée Parc national. L'objectif est de devenir le côté éducatif du Parc national.* »

L'idée de transformer le château en village de la pédagogie est, quant à elle, plus que jamais d'actualité. « *C'est un lieu de formation et d'animation. Dans chaque pièce se cachent des bibliothèques, des ludothèques. Je rêve de mettre sur pied un festival de la pédagogie* », sourit le directeur qui est également ludo-pédagogue. ■



Une salle de classe avant la mixité ©DR



Visite du roi Baudouin ©DR

Redonner le lustre d'antan

« *L'objectif est de redonner le cachet qu'elle mérite à l'école* », annonce d'emblée le directeur, Renaud Keymeulen. « *Il est essentiel d'ouvrir l'école sur l'extérieur.* »

Parmi la multitude d'idées qu'a en tête M. Keymeulen, il y a celle d'ouvrir un musée. « *Au fur et à mesure des découvertes que l'on fait dans les espaces inoccupés, on retrouve une multitude de choses.* » Des objets de grand intérêt qui permettent de retracer l'histoire des lieux. « *J'aimerais créer un musée qui serait accessible à tous. Je suis déjà occupé à retrouver des photos. Et comme tout le monde ici est passé par l'école, il y a de l'intérêt. Ils aiment se revoir sur les photos.* »

Par ailleurs, l'avenir de la salle des fêtes est envisagé. Une salle majestueuse qui comprend une grande scène et qui peut accueillir près de 200 personnes.

Enfin, une réflexion sur l'identité de l'école est engagée. « *L'identité pédagogique d'une école est primordiale pour fonctionner. On y travaille avec les enseignants* », conclut Renaud Keymeulen. ■ AM

Votre école a une histoire ?

Contactez-nous !

redaction@entrees-libres.be

Trois étudiants de l'Hénallux veulent se faire « C.U.T.E » pour se propulser sur la Lune

GÉRALD VANBELLINGEN

Une fois n'est pas coutume, Entrées libres est parti à la découverte d'un projet 2.0 initié par des étudiants. Mais pas n'importe quel projet ! Car avec leur C.U.T.E System, Aïsha Labeel, Emmanuel Bomanga et David Georges ont pour ambition de fournir de l'énergie verte et durable à de futures habitations lunaires. Un projet un peu fou pour lequel ils sont encadrés par leurs professeurs de l'école d'ingénieurs de l'Hénallux à Pierrard-Virton.

Aïsha Labeel, Emmanuel Bomanga et David Georges sont étudiants ingénieurs industriels à l'Hénallux de Pierrard-Virton. Et depuis quelque temps, ils mettent toute leur énergie dans le développement d'un module pas comme les autres. Baptisé « C.U.T.E System » (pour Controllable Unit of Thermo Energy), ce projet vise à fournir de l'énergie verte et durable sous forme de chaleur et d'électricité à de futures habitations lunaires. Rien que ça.

Un projet un peu fou qui a pris son envol en novembre 2021 quand ils ont séduit le jury du « Space Hack Luxembourg ». Une sorte de marathon de l'innovation sur le thème de l'industrie spatiale où les trois étudiants disposaient de 24h pour développer un concept innovant de A à Z. Quelques mois plus tard, c'était ensuite au tour des membres de l'ESA, l'Agence Spatiale européenne, de valider le C.U.T.E System. Avec à la clef un premier prix et une bourse de 7.500 euros.

« Ils se sont démarqués par leur concept écologique, très pragmatique, doté d'une approche industrielle concrète et surtout réalisable », se souvient Vincent Hanus, professeur en énergie à l'Hénallux qui les soutient dans cette aventure. « On a dès lors décidé à l'école de les aider du mieux que l'on peut et de leur faire de la place au sein de nos cours à projets pour qu'ils puissent développer leur C.U.T.E System. Car cela va demander beaucoup de ressources humaines et de temps, plus de 2.000 heures de travail à mon avis. »

Un test au pôle Sud prévu en décembre 2024

Le tout avec un plan de bataille précis en tête : finaliser 50% du projet d'ici la fin de l'année actuelle (2022-23) pour attaquer l'autre moitié en 2023-2024. Et surtout être fin prêt en vue du premier test en conditions réelles,

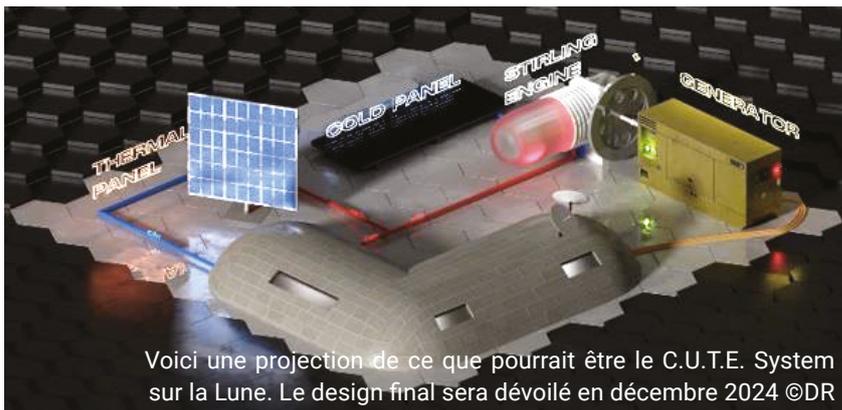
d'ores et déjà prévu fin décembre 2024 au pôle Sud. « Grâce au Technoport et à leurs simulations, on sait déjà que notre concept est 100% fonctionnel », explique Aïsha Labeel. « Mais on s'est également rendu compte que notre module pourrait également être utilisé sur Terre, mais dans des régions extrêmes où les différences de température sont très marquées. »

Pour remporter ce contre-la-montre, Aïsha Labeel, Emmanuel Bomanga et David Georges continueront d'accumuler des centaines d'heures de travail pour, ils l'espèrent, convaincre la communauté spatiale de concevoir un « univers plus vert » grâce à leur C.U.T.E System. Et sait-on jamais, peut-être équiper les premières habitations lunaires, prévues d'ici l'horizon 2035. « Quand je me dis que le projet que l'on développe pour le moment pourrait un jour prendre forme et se retrouver sur la Lune, j'en ai des étoiles pleines les yeux », continue Aïsha Labeel. « On tient d'ailleurs à remercier l'Hénallux et nos professeurs – dont monsieur Hanus – pour le soutien et l'accompagnement important qu'ils nous procurent pour ce projet. »

« On est vraiment ravis de leur donner un cadre pédagogique pour s'éclater », ajoute Vincent Hanus. « Car ça leur permet de développer une large gamme de compétences tout en leur permettant d'avancer sur un projet très concret. »

« Notre volonté, c'est également d'encourager les jeunes à s'orienter davantage dans des filières techniques comme la nôtre », conclut Aïsha Labeel. « Car jamais au départ on aurait pensé pouvoir travailler sur un tel projet. L'idée, c'est de dire aux jeunes : " que oui, tout est possible même les projets les plus fous ". Et à titre plus personnel, j'espère encourager davantage de filles à nous rejoindre. Car non, les études d'ingénieurs industriels ne sont pas réservées aux hommes. Il faut voir au-delà de tout ça. »

Si vous désirez participer à l'aventure du C.U.T.E. System et apporter vos compétences ou un soutien matériel et/ou financier, n'hésitez pas à contactez la petite équipe via : cutesystem.engineering@gmail.com. À titre d'information, le coût du prototype nécessaire au test prévu au Pôle Sud est estimé à 40.000 euros. ■



Voici une projection de ce que pourrait être le C.U.T.E. System sur la Lune. Le design final sera dévoilé en décembre 2024 ©DR



©DR

Au Grand-Duché du Luxembourg, la langue comme facteur d'intégration

GAËLLE CARIO, OLEG LEBEDEV ET ANNE-MARIE SCOHIER

Dans le cadre du programme Erasmus 2021-2027, une délégation du SeGEC, accompagnée de directions d'écoles et d'enseignant(e)s du fondamental, du secondaire et de l'enseignement de promotion sociale, s'est rendue en voyage d'étude chez nos voisins du Grand-Duché du Luxembourg. Le but de cette visite : penser l'inclusion des familles allophones dans le système scolaire.

L'enjeu de ce projet était de réunir trois niveaux d'enseignement du SeGEC, en les confrontant à la fois au fonctionnement du système luxembourgeois, au travail des associations locales, aux comités de parents, et en les mettant au contact des dernières innovations pédagogiques.

L'apprentissage de la langue est un enjeu central des politiques publiques au Grand-Duché du Luxembourg, qui a la particularité de scolariser en luxembourgeois, français et allemand ; tout en sachant que l'apprenant (jeune ou adulte) parle bien souvent plusieurs autres langues à la maison (en premier lieu : le portugais).

Pour pallier cette difficulté, des moyens humains et financiers gigantesques sont mobilisés. Depuis peu, les programmes nationaux du fondamental proposent par exemple des thèmes proches du vécu des enfants, partant d'une démarche ludique et sensorielle, ce qui permet de maintenir la motivation et de dédramatiser de l'erreur. Cette approche s'éloigne de l'enseignement traditionnel d'une langue (traduction, grammaire, syntaxe, lecture de textes

littéraires), pour aller vers une vision de la langue comme un outil de communication.

De plus, le système luxembourgeois place la langue d'origine en tremplin pour l'apprentissage des trois langues nationales. Contre toute attente, la langue parlée à la maison sert ici de base à l'apprentissage de la langue étrangère, y compris dans la prononciation, en partant de sons que l'apprenant peut déjà produire. Cette reconnaissance favorise en outre la valorisation des cultures issues de l'immigration.

Ces approches pédagogiques s'accompagnent au Grand-Duché du Luxembourg d'une série de dispositifs qui permettent l'inclusion des personnes fragilisées ou en risque de se retrouver en marge de la société. Parmi ces dispositifs, on peut noter des médiateurs interculturels à la fois traducteurs et passeurs de cultures ; des maisons-relais qui proposent des initiatives socio-éducatives en faveur des jeunes et des familles ; des centres de compétences en psychopédagogie spécialisée qui assurent l'accompagnement des enfants et jeunes à besoins spéci-

fiques ; des classes d'accueil pour les enfants ukrainiens avec un programme et un accompagnement psycho-social adapté. Le travail des associations luxembourgeoises défendant les droits des immigrés a également été unanimement salué.

Si, comme dans d'autres pays européens, beaucoup reste à faire pour une politique d'immigration véritablement ouverte et solidaire, le Grand-Duché du Luxembourg se distingue par la gratuité de l'ensemble des services (éducatifs, associatifs,...) à destination de sa population scolaire, y compris les immigrés et leurs parents. Malgré cela, la gestion de la diversité reste un problème et on peut questionner l'orientation précoce des élèves dès 11 ans en fonction de leur maîtrise de l'allemand et du français. Les devoirs à domicile n'ont pas été supprimés et demeurent un facteur de discrimination, tout comme le sont les épreuves standardisées.

La délégation du SeGEC est revenue de ce voyage avec des questionnements nouveaux, et surtout avec des pistes très concrètes pour un travail de terrain et de réflexion. ■

« Encourager les étudiants à prendre des risques pour qu'ils nous dévoilent leur personnalité »

GÉRALD VANBELLINGEN

Cela fera bientôt cinq ans qu'Amélia Jardon conjugue sa passion pour le chant et la musique avec sa passion pour la pédagogie au sein de la section chant pop de l'IMEP (Institut royal supérieur de musique et de pédagogie de Namur). Avec ses deux collègues, elle encourage continuellement ses étudiants à prendre des risques pour qu'ils dévoilent leur personnalité. Un travail d'équipe qui vise à tirer le meilleur de chaque étudiant.



CARRIÈRE



Le jour où j'ai décidé d'être prof :

« Autant que je me souvienne, la musique et le chant ont toujours fait partie de ma vie. Je ne me voyais vraiment pas faire autre chose. Il faut dire que je viens d'une famille de musiciens et j'ai par exemple suivi des cours de piano pendant 13 ans ou de violoncelle pendant 6 ans. Ensuite, en secondaire, j'étais en option musique à l'Athénée Royal d'Eupen. Avant de passer deux masters ici à l'IMEP et d'entrer ensuite au conservatoire à Verviers. Pourquoi avoir choisi d'être enseignante ? Simplement parce que la pédagogie, c'est ma deuxième passion. Autant j'adore jouer d'un instrument et chanter, autant j'adore transmettre ces passions. Ce que je faisais déjà depuis longtemps, notamment en tant qu'étudiante. »

Le jour où je suis devenue prof :

« Je suis arrivée à l'IMEP en 2018 pour enseigner le chant pop. À l'époque, j'y étais à mi-temps et le reste de mon temps, je le passais au conservatoire à Verviers. Et au fur et à mesure, je me suis vue confiée de plus en plus de responsabilités, jusqu'à passer en temps plein. J'y donne donc principalement des cours dans la section chant pop, mais aussi en initiation à la technique vocale et en formation musicale. »



MON ANNÉE



Au début de l'année je suis...

« Stressée ? Un peu, mais je suis davantage réjouie de découvrir le potentiel des étudiants et de pouvoir les accompagner tout au long de leur progression. En chaque début d'année, nous devons – avec mes collègues – également endosser une responsabilité importante par rapport aux étudiants que l'on va accepter. Car ils passent un examen d'entrée avant d'intégrer les cours. Il est dès lors de notre devoir de se dire : ok, pour tel ou telle étudiant(e), ce n'est pas encore parfait loin de là, mais on peut les emmener avec nous, les aider à s'améliorer et à trouver leur voix. »

À la fin de l'année, je suis...

« Je passe en mode bilan par rapport à la progression de nos étudiants. Avec ce qui a bien fonctionné et moins bien fonctionné. Pour pouvoir davantage s'améliorer l'année suivante et par exemple mettre en place un suivi davantage différencié pour tous. L'idée, c'est d'être à la recherche de l'Excellence, c'est un mot que j'aime bien. »



©DR

AMÉLIA JARDON

Assistante Chant pop à l'Institut royal supérieur de musique et de pédagogie de Namur (IMEP)



DIFFICULTÉS

Ce qui me déplaît dans l'enseignement :

« Ce n'est pas un problème du quotidien mais un problème récurrent d'année en année : l'incertitude quant à l'emploi. Comme pour tous les autres enseignants non-nommés, il n'y a jamais rien d'acquis. Alors d'un côté ça nous pousse à perpétuellement nous remettre en question, d'autant plus que les exigences des étudiants sont élevées, mais la situation n'est pas la plus agréable qui soit... »



ET SI... ?

Mes premières décisions si je devenais ministre de l'Éducation ?

« Je ne toucherais à rien car pour l'instant ça bouge pas mal en ce qui concerne les Écoles des Arts et notamment la nôtre. Le chant pop par exemple n'existait pas et maintenant nous voilà. Bien sûr, cette section, on la doit à notre directeur. Elle a été inaugurée en 2016 et c'est d'ailleurs la seule section chant pop de Wallonie ! Alors le style n'est pas encore officiellement reconnu à l'Académie, mais c'est en train de bouger en ce moment même. Bref, ça bouge et c'est tant mieux pour nous, raison pour laquelle je ne toucherais à rien. »



IDÉAL

Au quotidien, mes étudiants m'apportent... :

« Avec mes collègues, on encourage les étudiants à oser, à prendre des risques. Qu'ils nous montrent qu'ils sont vraiment, qu'ils nous dévoilent leur personnalité. Pour qu'ils se découvrent eux-mêmes et qu'ils évoluent, dans la qualité. Car ensemble, on veut mettre la barre le plus haut possible à chaque fois, pour que ça soit à chaque fois meilleur. Ce qui nécessite travail, détermination et une remise en question perpétuelle. Et observer leur évolution et les changements qui s'opèrent chez les étudiants, c'est véritablement ce qui me passionne. »

Prendre des risques, comme passer à the Voice par exemple ?

« Oui, on encourage nos élèves à s'inscrire, ça leur fait quoi qu'il arrive une bonne expérience. On a par exemple Alec (Golard) le gagnant de la saison 10 ou Antoine (Delie) finaliste de la saison 9 en France qui sont passés par l'IMEP. Maintenant, nos élèves doivent comprendre que même s'ils se lancent dans une telle émission ou qu'ils terminent leurs cinq années d'études chez nous, il n'y a encore rien de fait ou de fini. C'est même tout le contraire : tout commence avec la recherche d'un agent, la réalisation de maquettes, la composition de morceaux, etc. Ce qu'on obtient qu'à force de travail et de détermination, deux valeurs fondamentales à mes yeux. Mais on a la chance d'avoir des étudiants déterminés à bloc. »



ÉPANOUISSEMENT



Ce qui me plaît le plus dans mon métier :

« J'adore le fait qu'on travaille en trio dans notre section chant pop (avec Jennifer Scavuzzo et Alexia Saffery). On a des parcours très différents et chacune nos spécialités : le chant classique, le jazz, la pop, etc. Et finalement, ça nous rend très complémentaires. Chaque semaine, les étudiants travaillent donc à la fois la technique, la respiration, l'interprétation, l'endurance vocale, la santé vocale, etc. Un travail global qui vise à tirer le meilleur de chaque étudiant. Alors oui, ça nous demande sans doute plus d'énergie que si on travaillait chacune de notre côté, mais ensemble, on est tout simplement plus complètes. »

Une journée type, ça ressemble à... :

« Une journée type ? Je pense que ça n'arrive pas souvent. Mais c'est justement ce qui me plaît, car nous n'avons aucune routine. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de structure globale, bien au contraire. Chaque année est en réalité divisée en deux parties. Au premier quadri, les étudiants suivent une ligne de conduite imposée et qui est la même pour tous. Ils doivent pouvoir tout faire : de la comédie musicale, du folk, du jazz, du chant classique, etc. L'idée, c'est de les tirer de leur zone de confort. Ensuite, au deuxième quadri, on part davantage d'une carte blanche en explorant telle ou telle thématique. »

Ces petits plus :

« En plus de travailler en trio, nous avons également la chance d'avoir par exemple un pianiste (Denis Vernimmen) qui nous accompagne tout comme un posturologue (Joseph Quoidbac) – qui aide les étudiants à libérer leur voix au maximum en travaillant sur la posture du corps. Ce travail collaboratif est vraiment important car il illustre parfaitement le but que l'on veut atteindre : former des étudiants à toutes les facettes d'un métier qu'on adore de la manière la plus complète possible. »

Chaque mois, Entrées Libres part à la rencontre d'un enseignant de notre réseau et lui soumet à son tour un devoir : notre questionnaire de Proust ou plutôt de profs !

La façon d'enseigner d'un(e) de vos collègues vous inspire et vous vous dites qu'il ou qu'elle mériterait d'être plus (re) connu(e), contactez-nous !
redaction@entrees-libres.be



ÉRIC DE BEUKELAER

Regard écologique sur l'économie... 50 ans déjà

En 1973, il y a 50 ans déjà, fut publié « *Small is beautiful* » de Ernst Friedrich (Fritz) Schumacher. Né en 1911, cet économiste allemand se réfugia au Royaume-Uni pour fuir le nazisme. Il travailla sous la direction du père de la pensée de l'État-providence, John Maynard Keynes (1883-1946). Fêru de spiritualité, Schumacher étudia l'économie bouddhiste et devint catholique. Alors que l'époque était aux grands ensembles industriels centralisés et énergivores, son livre se voulait un contre-pied prophétique. Un an après le « *rapport Meadows* » du club de Rome, concernant les limites de la croissance, « *Small is beautiful* » inaugura l'économie écologique, avec comme sous-titre évocateur : « *une étude de l'économie, comme si les gens comptaient* ». L'ouvrage connut un grand succès. Quatre années après sa publication, Schumacher décéda d'une crise cardiaque.

La principale thèse de l'essai, est que l'économie classique triche avec les lois du marché. Les ressources naturelles (eau, air, sable, pétrole, minerais...) ne sont pas inépuisables. En les monnayant au coût de l'extraction, additionnés à ceux de la transformation et du transport – sans oublier la spéculation – le marché se trompe et nous trompe. En effet, les ressources naturelles doivent être considérées pour ce qu'elles sont véritablement, soit un capital non-renouvelable. Et en économie, pour éviter l'appauvrissement, un capital qui se dégrade doit être reconstitué. Pour ce faire, il s'agit de facturer intégralement les coûts de destruction de l'environnement, soit le prix de la pollution générée par la production de tout objet de consommation. Le jour où notre modèle économique aura intégré cette variable, un produit recyclable et renouvelable coûtera moins cher que son homologue non-durable. C'est donc vers les technologies propres, devenues plus compétitives, que se dirigera tout naturellement le flux des investissements en recherche et développement. La thèse de Schumacher est d'une logique implacable. Pourquoi donc sa mise en œuvre est-elle si laborieuse ? D'abord, parce que seule une intervention des pouvoirs publics peut calculer et percevoir le coût de pollution. Or, une économie basée sur l'initiative privée, n'est pas à l'aise avec ce qu'elle considère comme de l'étatisme, voire du collectivisme. Ensuite et surtout, parce que pareil modèle privilégie l'harmonie à

long terme sur l'optimisation à court terme. Et qui d'entre nous est disposé à payer son billet d'avion, son steak, son smartphone, son ordinateur, etc. dix fois plus cher, afin que les générations à venir puissent respirer un air plus pur dans trente ans... ? Reconnaissons-le : il ne suffit pas de poser un diagnostic clair, pour faire bouger les lignes dans la direction voulue. Voilà pourquoi, malgré un demi-siècle d'analyses et d'alertes, notre monde est entré en surchauffe climatique et en extinction de sa biodiversité.

L'angle mort de la vision économique classique, est sa myopie à penser le long terme. Où comme l'énonce le pape François : « *il devient indispensable de créer un système normatif qui implique des limites infranchissables et assure la protection des écosystèmes* » (Encyclique Laudato Si, 2015, n°53). C'est le défi de l'éducation d'éveiller les générations montantes à l'urgence de repenser notre rapport à l'environnement. Sur cette question, l'humanité est engagée dans un contre-la-montre et n'aura pas 50 ans de plus pour encore tergiverser. ■



© Catherine Jouret

ATOUTS CAMPS : POUR UN PARTENARIAT ENTRE LES MOUVEMENTS DE JEUNESSE ET LES ÉCOLES

Et si votre établissement scolaire devenait le lieu idéal pour accueillir quelques-uns des 17.000 jeunes liés aux mouvements de jeunesse et qui partiront en camp cet été ? Vous êtes tentés ?



Ou, au contraire, vous pensez que ce n'est pas possible ? Le courrier de l'ASBL Atouts Camps, envoyé dans chaque école début mars, répond aux questions que se posent les directions et PO sur les conditions d'accueil. Dans sa brochure, l'association y dévoile les multiples avantages pour une école de devenir un endroit de camp l'été : rentrées financières, présence et sécurité, subsides à la rénovation, ... Depuis une dizaine d'années, cette ASBL travaille à l'amélioration de la qualité, de la sécurité et de l'accessibilité financière des endroits de camps et joue un rôle de soutien, de conseil et d'informations auprès des propriétaires. En collaboration avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, elle contribue à augmenter et développer de nouveaux endroits de camps pour les mouvements de jeunesse. Tenté ? Contactez l'équipe d'Atouts Camps. Elle propose un accompagnement gratuit et sans engagement.

Plus d'informations ici : <https://bit.ly/campsscoutecole>



BLAGUES ET PROPOS RACISTES : ET SI ON ARRÊTAIT D'EN RIRE ?

Évoquer le thème du racisme en classe pour tenter de le combattre ou de le déconstruire n'est pas toujours chose aisée. Dans le cadre de la campagne #PasDrôle qui lutte contre le racisme, le MRAX (le mouvement contre le racisme, antisémitisme et la xénophobie) et la FWB ont développé une capsule vidéo pédagogique destinée à être utilisée en classe. Dans cette vidéo, chaque enseignant pourra découvrir comment organiser un atelier destiné à bousculer les préjugés, afin d'éveiller les consciences et déconstruire les stéréotypes racistes. L'idée générale consiste à impliquer les élèves dans une version dérivée du Pictionary, le Cultionary. Un jeu qui mettra en avant la manière dont les jeunes usent de stéréotypes pour représenter les concepts demandés (« Chinois », « terroriste », « Belge »). Il faudra alors les aider à remonter à la source de ces stéréotypes en partant de leur vécu pour ensuite mieux les déconstruire.

Le lien vers la capsule vidéo : <https://bit.ly/videoMRAX>



L'ENSEIGNEMENT QUALIFIANT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE PASSÉS AUX RAYONS X

En avril 2022, la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Cocof et la Région de Bruxelles-Capitale envoyaient un signal fort et historique en marquant leur volonté : « d'adopter une feuille de route qui visait à réformer l'enseignement qualifiant (alternance comprise) et la formation professionnelle pour faire du développement et de l'optimisation du secteur un enjeu majeur de la fin de la législature ». Quelques mois plus tard, l'ASBL « Agir pour l'enseignement » a produit un rapport à la hauteur des ambitions avec 632 pages d'analyses destinées à dresser un état des lieux du secteur et à identifier les pistes d'actions concrètes à mener à l'avenir. Réalisé entre mai et décembre 2022, ce rapport permet à des centaines d'élèves, de profs, de membres de la direction des établissements, de membres des instances de pilotage, de fédérations de Pouvoirs organisateurs ou encore de membres d'organisations internationales de faire entendre leur voix. Pour mieux pallier de manière concrète aux besoins et faiblesses de l'enseignement qualifiant (dont celui en alternance) et de la formation professionnelle, tout en mettant en lumière leurs atouts.

Le lien vers le rapport : bit.ly/etatdeslieuxqualifiant



« PASSE-LEUR. VOUS ALLEZ RECEVOIR UNE FORCE : LA CULTURE »

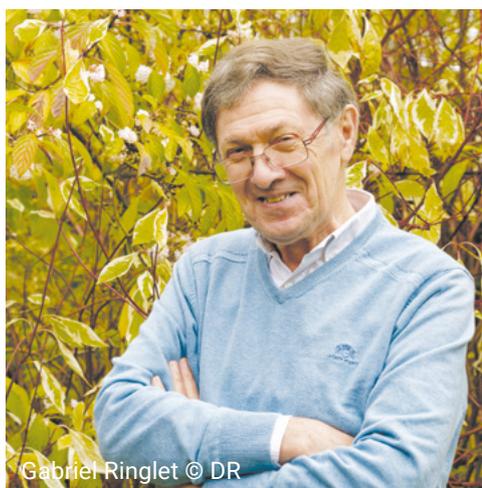
« Passe-leur ». Le message de la quatrième affiche pastorale de cette année scolaire tient en deux mots. Deux mots simples mais qui résument à eux seuls l'une des missions les plus importantes de notre système éducatif : la transmission. La transmission des connaissances et des compétences, mais aussi de la culture. Une transmission qui se veut être une très grande force. Car en aidant les élèves à développer leur esprit critique, en les aidant à prendre du recul ou encore à discerner le vrai du faux, l'enseignant remplit une mission qui prend peut-être encore davantage de relief à l'heure actuelle. Car à l'heure des fake news et de la guerre en Ukraine, cette transmission de la culture, de l'histoire, du savoir et de la pensée critique s'affirment comme les meilleures armes qu'il faut pouvoir cultiver contre tous les tyrans et les manipulateurs d'hier et d'aujourd'hui.

Le lien vers l'affiche et les pistes d'animations liées : <https://bit.ly/pastoralescolaire>

« Je prends du plaisir à raconter des passages de l'Évangile de manière contemporaine »

ARNAUD MICHEL

Gabriel Ringlet est écrivain, poète, prêtre et théologien. Il nous partage dans « *La blessure et la grâce* », son nouvel ouvrage, une réécriture de l'Évangile qui nous pousse à la réflexion dans une démarche d'écriture qu'il affectionne particulièrement : le journalisme de parabole.



Gabriel Ringlet © DR

Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs ce qu'est le journalisme de parabole ?

« C'est un journalisme qui raconte des histoires. Idéalement, même pour traiter de questions tragiques, le journalisme devrait être un récit. La parabole était d'ailleurs l'art de Jésus. Une histoire courte qui nous conduit plus loin, qui nous conduit dans une réflexion. »

Vous affectionnez particulièrement ce type d'écriture ?

« Je prends beaucoup de plaisir à plonger dans l'Évangile. À en prendre un passage, un verset et à le raconter de manière contemporaine. J'aime imaginer une chute qui nous conduit plus loin. C'est une manière de raconter l'Évangile différemment et ce afin d'être le plus proche possible du grand public ! »

Et pourquoi utiliser ce journalisme de parabole ? Pour moderniser l'Évangile ?

« Je ne sais pas si l'Évangile a besoin d'être modernisé. Il a une grande force qui dépasse les siècles car c'est un texte poétique. Les grands textes, et pas seulement la Bible ou l'Évangile, font partie de l'histoire de l'Humanité. Si vous relisez le Livre des

Lamentations, que je commente en début d'ouvrage, vous êtes au cœur de ce qu'il se passe en Ukraine. Le poète qui a écrit cela pourrait être l'équivalent d'un poète soldat sur le front qui décrit avec la même force ce qu'il se passe. »

Vous dites que l'Évangile n'est pas achevé. Il ne le sera jamais ?

« Il ne le sera pas aussi longtemps que des gens voudront le réécrire. C'est ce que j'ai voulu faire en réécrivant la finale, les Béatitudes. Sans que l'on s'écarte du fond, l'Évangile mérite d'être réécrit. J'ai pris beaucoup de plaisir et de travail à le faire. Ça reste un texte qui doit nous surprendre. »

Votre ouvrage et la réflexion qu'il engendre ne s'adressent pas uniquement aux croyants.

« L'Évangile a besoin de l'écoute de toute l'Humanité, y compris de celle de non-croyants. Personnellement, la fréquentation de non-croyants m'a beaucoup apporté. Ils ont beaucoup à nous dire sur nos textes. On doit s'en réjouir et non se crispier quand les non-croyants commentent ces textes. »

« *La blessure et la grâce* », c'est aussi un beau message d'espoir.

« *La blessure* peut être un handicap, une perte d'emploi, d'amour, une perte spirituelle. Il ne s'agit pas d'idéaliser la blessure, ce serait malsain. Mais elle ouvre souvent en nous une réflexion et une force. Je travaille beaucoup sur la fin de vie en soins palliatifs. Ce qui me frappe, c'est que dans ces circonstances difficiles, au cœur de leur blessure, les personnes que j'accompagne peuvent révéler la grâce. Mais attention, la grâce est différente de la beauté. La grâce peut être au rendez-vous de la blessure. La pianiste Hélène Grimaud dit que les artistes sont blessés et que leur vocation est de faire de ces blessures une grâce. Elle a raison mais je pense que cela vaut pour chacune et chacun d'entre nous. »

Et ce message est présent dès la couverture...

« Avec l'éditeur, Albin Michel, nous avons été heureux de mettre en couverture un visage de Catherine de Sienne. J'ai une admiration pour cette mystique du 14^e siècle. Elle était la première docteur de l'Église alors qu'elle était laïque. Elle a été trouver le pape en Avignon, à l'époque de la séparation, en le suppliant de rentrer à Rome. Et il l'a fait. D'une blessure, elle en a fait une grâce. La photo de cette peinture résume parfaitement le livre. » ■



©Storyset (Freepik)

CONCOURS



Gabriel Ringlet,
La blessure et la grâce,
Albin Michel,
200 p., 19,90€

Nous vous offrons 5 exemplaires du livre de Gabriel Ringlet. Une réécriture de passages de l'Évangile qui pousse à la réflexion sur soi et sur ses actes.

Grâce à de courtes histoires inspirées du quotidien, comme un fait divers, un film, une rue ou une chanson, l'auteur invite à se questionner sur ses amitiés, ses inquiétudes et ses tendresses.

Avec une conviction forte : l'Évangile n'est pas achevé. Chacune, chacun, croyant ou non, peut s'en emparer. Et tant mieux si les poètes et les romanciers aident à le revisiter.

Pour tenter votre chance, rendez-vous, avant le 2 mai, sur www.entrees-libres.be

Les gagnants du mois passé sont : Maya Schuiten, Muriel Lisoir, Eric Gillet, Véronique Magis, Anton Geers. Bravo à eux!



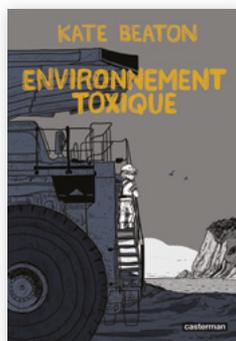
Aimee Callagher - Jennie Webber,
Au début vole une abeille,
Larousse Jeunesse,
32 p., 15,95€

AU DÉBUT VOLE UNE ABEILLE

C'est un des plus gros dangers qui pèsent sur notre environnement : le risque de disparition des abeilles. Ce petit insecte joue pourtant un rôle crucial sur la nature.

Les auteures nous emmènent dans un voyage au fil des saisons pour découvrir l'abeille et la pollinisation. Un voyage au fil des saisons pour découvrir comment l'abeille transforme et nourrit la nature.

Un livre poétique qui accompagne l'enfant dans sa découverte de la nature et des cycles de la vie. En fin d'ouvrage, un feuillet condense une série d'informations pour comprendre et tout savoir sur l'abeille et son travail.



Kate Beaton,
Environnement toxique,
Casterman,
440 p., 29,95€



Maxime Samain,
Le métavers, c'est quoi ?,
Mardaga,
110 p., 19,90€

LE MÉTAVERS, C'EST QUOI ?

Maxime Samain est journaliste économique spécialisé en nouvelles technologies au sein du journal « L'Echo ». Passionné par l'innovation et fondateur de la Brussels Digital Week et des Digital Masterclass, il emmène le lecteur à la découverte du métavers, cette réalité virtuelle ultra-connectée.

Parce que le métavers, c'est quoi ? Cet univers pourrait bouleverser notre quotidien et nos interactions et est l'objet de beaucoup de fantasmes. Maxime Samain le démystifie, nous expose son potentiel de (r)évolution et les problématiques qui y sont liées (données privées, environnement, rôle des pouvoirs publics...).

Il invite également à la réflexion sur notre rapport à la technologie. Car si Internet a changé nos modes de vies, la révolution numérique n'en est peut-être qu'à ses débuts.

ENVIRONNEMENT TOXIQUE

Contrainte à partir à l'autre bout du Canada pour travailler et rembourser son prêt étudiant, Kate atterrit dans une entreprise d'extraction de pétrole.

Seule et crapahutant d'un site à l'autre, elle se retrouve dans un monde marqué par le harcèlement et le sexisme. Sans se départir de son humour et de son empathie, elle trouve néanmoins quelques alliés de confiance grâce auxquels elle s'interroge sur la violence de son univers professionnel, qu'il s'agisse du comportement de ses collègues ou de la nature même de son boulot : l'exploitation sans limites des ressources naturelles.

Une inspiration au quotidien

EDITH DEVEL

« Revenir régulièrement au pourquoi et ne pas s'occuper seulement du comment, c'est une autre façon de lire la réalité d'aujourd'hui à la lumière des finalités de notre action. Ce retour au pourquoi, la référence à une visée constitue un passage obligé dans l'élaboration de stratégies cohérentes et fédératives. »

Ces mots ne sont pas les nôtres et ne sont pas neufs. Ils étaient déjà au cœur du document « Des projets éducatif, pédagogique et d'établissement - Livret 1 » publié par le SeGEC en 1997 ! Mais « projet éducatif et projet personnel de l'élève sont également intimement liés : c'est par le premier et pour le second que l'action est entreprise. »

C'est pourquoi le journal de classe 2023-2024 pour l'enseignement secondaire proposera une série de ressources pour découvrir un peu plus le projet éducatif de l'enseignement catholique Mission de l'école chrétienne.

Apprentissages, culture, transmission, dialogue, héritage, projet, éducation, art, créativité, solidarité, dépassement, liberté, démocratie, avenir, espérance... Autant de concepts au cœur de Mission de l'école chrétienne et qui servent ici de fil conducteur dans la proposition de textes et citations illustrant les semai- niers du journal de classe.

En voici quelques exemples :

- « On fait comme si la fraternité devait rester un bel idéal de fronton, alors qu'elle devrait être au cœur de notre projet de civilisation. » (Abdenmour Bidar)
- « Il est impossible d'éduquer sans s'éduquer soi-même. Pour cela nous avons besoin de croire, de croire dans les ressources infinies de chaque personne. » (Colette Nys-Mazure)
- « Toutes les fleurs de l'avenir sont dans les semences d'aujourd'hui. » (Proverbe chinois)
- « L'espérance, c'est croire que la vie a un sens. » (Abbé Pierre)
- « Mûrir, c'est trouver sa place dans le monde. » (Emmanuel Mounier)

Mais outre ces contenus, 4 pages thématiques hautes en couleurs et richement illustrées proposent un focus sur un volet particulier de Mission de l'école chrétienne : éduquer pour la personne ; éduquer par la culture ; éduquer dans la société démocratique ; éduquer, c'est espérer !

Bref, comme chaque année, le journal de classe de l'enseignement catholique, proposé en collaboration avec la société SNEL Grafics S.A., se veut être un outil qui dépasse sa fonction officielle d'instrument de travail ou de communication entre les professeurs et les familles. Elaboré par le Service d'étude du SeGEC, en collaboration avec la Direction de l'enseignement secondaire, les contenus et pages thématiques du journal de classe 2023-2024 visent à offrir aux élèves un support culturellement riche et varié, propice à la réflexion ! ■





Découvrez en vidéo
comment commander
et personnaliser
vos JDC!

LES VERSIONS 2023-2024 DU JOURNAL DE CLASSE ARRIVENT !

- › Version non datée standard
- › Version datée standard
- › Version datée personnalisable
- › Version personnalisable à 100%

À PARTIR DE
1,39 €
HTVA 21 %

Journal de Classe **SECONDAIRE**

IMPRIMEZ ÉGALEMENT LES **SUPPORTS DE COURS** POUR VOS CLASSES !

Informations détaillées, tarifs et autres visuels disponibles sur : www.monjdc.be



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE



